

MARC KAMGAING

« L'OPCVM ET LA GESTION COLLECTIVE, UNE INNOVATION SALUTAIRE POUR LES ÉPARGNANTS ET NOS ETATS »

A l'heure où les ressources financières se font rares dans le monde, partiellement en raison de la crise financière et économique qui secoue le monde depuis 2008, et où les pays développés augmentent les taux, des institutions telles que le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale recommandent de plus en plus aux Etats de s'orienter vers la recherche des moyens de financement endogène. C'est sans doute qui ce qui explique le développement de la gestion de portefeuille dans de nombreux pays africains, depuis plusieurs années. Bien qu'accusant beaucoup de retard par rapport aux autres régions du continent, la Cemac abrite depuis décembre 2017 la toute nouvelle société de gestion indépendante de portefeuille sur son marché financier. Harvest Asset Management, puisqu'il s'agit d'elle, a obtenu son agrément de la Cosumaf l'an dernier. Son président directeur général, Marc Kamgaing, qui a par le passé dirigé la société Asca Asset Management (filiale du groupe Attijariwafa Bank) et gère le fonds Africain du groupe FinanceCom appartenant au milliardaire marocain Othmane Benjelloun (5 milliards de Dollars d'Actifs sous gestion) revient ici sur ses missions et les enjeux de cette nouvelle activité pour les économies de la sous-région.

Propos recueillis par Joseph Roland Djotié

Monsieur le président directeur général, on parle de plus en plus de l'Opvcvm et du rôle qu'il pourrait jouer dans la dynamisation de l'épargne. Qu'est-ce que c'est concrètement ?

Comme son nom l'indique, il s'agit d'un organisme collectif de placement en valeur mobilière dont l'objectif est de collecter l'épargne et de l'investir avec l'aide de professionnels via des marchés de capitaux sur des valeurs cotées en bourse. En CEMAC, nos placements sont principalement adossés aux obligations d'Etats et aux actions cotées sur nos bourses ; aujourd'hui la DSX et la BVMAC. Donc, c'est la gestion collective qui est très opportune dans notre environnement, dans le sens où les Etats sont de plus en plus demandeurs de nouvelles sources de financement transparents. Tout ceci s'inscrit à la fois dans le cadre des recommandations des institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale, et aussi de la volonté des dirigeants de se financer via les marchés des capitaux locaux. Ce, via des mécanismes de financement sécurisés, transparents, rentables et liquides pour les épargnants. Voilà un peu à quoi consiste l'Opvcvm.

Dans l'activité qui est la vôtre, la gestion de portefeuille semble occuper une place importante. Pouvez-vous nous expliquer ses ob-

jectifs ?

Les OPCVM sont des organismes de placement collectif par lesquels vous confiez votre argent à une entité qui vous assure une gestion professionnelle de vos actifs. Les OPCVMs sont classés en deux catégories : il y a les fonds communs de placement et les Sicav. Les fonds communs de placement sont des produits sans entité juridique et les SICAV sont des sociétés d'investissement à capital variable. Dans les deux cas, l'objectif est de constituer des portefeuilles puis à les faire évoluer de façon à atteindre les objectifs de rendement définis en étroite collaboration avec l'épargnant. Dans notre cas, nous avons opté à fournir une gestion prudente et sécurisée à nos clients. L'objectif étant de les apporter un rendement certain proche de la rentabilité des titres émis de nos Etats de la CEMAC qui émettent aujourd'hui à des taux des 5 à 6,5% sur le moyen terme.

En quoi l'Opvcvm et la gestion de portefeuille sont importants pour l'économie nationale ?

Ce qui est important aujourd'hui c'est le fait d'ouvrir l'épargne locale aux financements de notre économie. L'histoire a prouvé et a montré qu'il n'y a pas d'économie qui se développe sans contribution active de l'épargne locale. Il y a beaucoup de littératures qui sont écrites dessus. Il faudrait qu'au-

jourd'hui l'Afrique se finance par elle-même, que l'Afrique puisse équilibrer son exposition par rapport aux financements internationaux ; avec tous les risques que cela comporte. Ce n'est pas qui nous le disons mais la banque mondiale et le FMI. Il faudrait qu'aujourd'hui l'épargne locale, puisse activement accompagner nos Etats dans leur problématique de financement. De l'autre côté, il faudrait que les gouvernements jouent la transparence et montrent aux épargnants que leur titres de dette sont les plus sécurisés, donnent les meilleures rentabilités avec le moins de risques à prendre. Dans cette environnement de confiance, Notre travail est de mettre en musique en proposant des placements sécurisés et liquides.

Pourquoi le FMI et la Banque mondiale demandent-ils aux Etats de s'orienter davantage vers cette activité ?

Aujourd'hui, le FMI et la Banque mondiale encouragent cette activité parce qu'il se trouve qu'avec la crise pétrolière les Etats ont montré beaucoup de difficultés à respecter leurs engagements. Paradoxalement à cela, et en zone Cemac particulièrement, le matelas d'épargne a toujours été consistant. Le FMI demande par conséquent aux Etats de regarder vers les sources alternatives de financement, de privilégier la rigueur et d'encourager le développement des marchés



de capitaux

Quel est le lien entre votre activité et les places boursières comme la Douala Stock Exchange et la BVMAC au Gabon ?

La DSX et la BVMAC, qui sont dans un processus de fusion, sont des places où se rencontrent l'offre et la demande. Notre activité s'appuie essentiellement sur ces marchés pour constituer nos portefeuilles. C'est comme un marché classique où aujourd'hui les gens ont besoin de produits et nous allons faire les courses pour eux compte tenu de notre connaissance et maîtrise fondamentale des économies. Aujourd'hui, on pense que la fusion va contribuer à dynamiser et apporter de la clarté aux épargnants, et va aussi contribuer fortement à apporter de la confiance. Pourquoi ? Parce que l'intérêt de l'endettement via le marché fait qu'on connaît exactement le montant que les Etats ont émis,

exactement les cadences des remboursements et on connaît exactement la rentabilité qui est attendue par les investisseurs.

Ce qui est important aujourd'hui c'est le fait d'ouvrir l'épargne locale aux financements de notre économie. L'histoire a prouvé et a montré qu'il n'y a pas d'économie qui se développe sans contribution active de l'épargne locale. Il y a beaucoup de littératures qui sont écrites dessus.

Cette activité apporte-t-elle une solution à l'épineuse question de la thésaurisation que pratiquent de nombreux acteurs économiques ?

Aujourd'hui, l'idée de notre activité est de transformer l'épargne en centre de profits pour les épargnants. Cela signifie qu'aujourd'hui, les épargnants, que ce soit par les circuits classiques bancaires ou via les Etablissements de microfinance, ont des conservateurs (ces institutions) qui leur coûtent de l'argent. L'ambition aujourd'hui c'est de transformer ce coût en profit pour eux. C'est ce qui se fait partout dans le monde entier. L'épargne dormante doit être dynamique et doit pouvoir apporter un rendement même s'il est minime sur le court terme; Nos économies ont besoin du dynamisme de

« L'OPCVM ET LA GESTION COLLECTIVE, UNE INNOVATION SALUTAIRE POUR LES ÉPARGNANTS ET NOS ETATS »

cet épargne pour se développer.

Pour l'épargnant en zone CEMAC, C'est un changement de paradigme qu'on est en train de lui proposer. Cela se fait déjà en Uemoa, en Afrique du Sud, de l'Est et en Afrique du Nord. Et donc, nous avons eu la volonté de la mission, d'accompagner nos Etats de la Cemac dans cette dynamique-là.

Votre nouvelle société fonctionne depuis plusieurs mois, mais peut-on dire que les épargnants adhèrent progressivement à cette nouvelle activité ?

Aujourd'hui, les gros épargnants à l'instar des compagnies d'assurance, des groupes internationaux, qui ont une gestion de trésorerie active ou qui sont de par leur couverture géographique exposé en Afrique centrale et de l'Ouest sont déjà sensibles à notre métier. En Afrique de l'Ouest ils font déjà appel à des sociétés similaires à la nôtre. Notre arrivée sur le marché en fin d'année 2017 était une première en zone Cemac en tant que société de gestion indépendante dans ce domaine très spécialisé. Notre arrivée a été encouragée particulièrement par des géants d'assurance présentes en Afrique de l'Ouest et voulant profiter des mêmes services en Afrique centrale. Aujourd'hui, on a déjà des clients qui nous font confiance dans ce cadre. Donc, ça c'est pour vous dire que ça correspond clairement à un besoin des gros clients. A court terme, l'objectif c'est de vulgariser cette activité. Et d'ailleurs les produits que nous sommes en train de lancer sont faits avec des tickets d'entrée à 10 000 FCFA, pour que tout épargnant du Cameroun puisse profiter de la sécurité des titres de placement offerts, de cette rentabilité et aussi de cette liquidité. Aujourd'hui nous avons une forte concentration auprès de ces gros investisseurs, mais maintenant il faudrait que tout le monde puisse en profiter. Ça c'est vraiment notre cheval de bataille. Et on ne parle pas qu'aux Camerounais, mais aussi aux épargnants de toute la sous-région. Parce qu'on a un agrément Cosumaf et couvrons tous les six pays de la Cemac.

C'est vrai que l'Etat et des entreprises comme la vôtre qui opèrent de ce secteur

d'activité gagnent, mais que gagnent concrètement les épargnants ?

Nous avons constaté que la bonne rentabilité des produits d'épargne classique est aujourd'hui cantonnée à une classe d'investisseurs ayant une enveloppe importante à investir dans leurs circuits historiques. Aujourd'hui, ce qu'on souhaite arriver à faire est d'élargir cette assiette de personnes qui puissent épargner et profiter des rendements corrects de nos Etats et cela via leur banque historique. Rendement correct car je précise une nouvelle fois que nous ne faisons pas de la spéculation. Nos actifs sont adossés aux émissions de dette gouvernementales ainsi la limite des gains est connue par le taux auquel les Etats empruntent. Le Cameroun aujourd'hui emprunte en moyenne à 5,6% sur sa plus longue maturité. Donc, c'est le maximum de gain qu'on peut donner à un épargnant sur un an. C'est quelque chose qu'il n'avait pas avant qu'on lui donnerait aujourd'hui modulo nos frais de gestion. C'est simplement cela la logique.

Quelle est l'autorité qui régle votre activité ?

Notre activité est régulée par la Cosumaf (Commission de surveillance des marchés financiers de l'Afrique centrale) et la CMF (Commission des marchés financiers), qui seront finalement fusionnées d'ici peu. Ce qui permettra d'avoir un seul régulateur. Car l'idée de la fusion c'est d'apporter encore plus de solidité et de lisibilité pour les épargnants des six Etats de la sous-région. Et puis, ces deux entités sont en parfaite harmonie avec la Cobac et donc la Beac. Comme je l'ai indiqué avant, les Etats sont les émetteurs principaux des titres. Et derrière, on a la sécurité des marchés et la sécurité de la Banque centrale qui regarde vraiment de près le développement de l'activité ; d'autant plus que la Banque centrale est amenée à être dépositaire de toute l'activité dans le cadre de la fusion.

Est-ce que votre activité vous ne gérez que l'argent qui est dans le compte des épargnants ? La gestion des biens immobiliers ne vous intéresse-t-elle pas ?

Aujourd'hui, notre objectif, en tant que gestionnaire d'actifs, c'est de mettre en place sur le long terme plusieurs

stratégies d'investissement. Et ce, de manière progressive. Les stratégies qu'on va mettre en place dans les deux ou trois prochaines années sont des stratégies simples et sécurisées, qui sont orientées sur des titres d'Etat. Et donc, qui sont achetées avec des espèces. A terme, l'objectif est d'accompagner les clients dans leur problématique d'allocation globale qui intègre l'immobilier, le marché action, toutes les différentes classes d'actifs (en termes de supports qui peuvent exister), etc... Mais ce que nous avons décidé de faire c'est d'apporter la sécurité, la rentabilité et nous focaliser sur les obligations des Etats qui sont sécurisées, rentables et liquides. L'épargnant a accès à tout moment à son épargne tout en profitant d'un rendement.

Comment se présente, selon vous, ce marché dans lequel vous êtes présent depuis quelques mois ?

L'activité de gestion d'OPCVM est ancienne. Elle existe depuis plus de 100 ans aux Etats-Unis, et plus de 60 ans en Europe. Et aujourd'hui, tout le continent africain abrite cette activité. Au Maroc, l'activité s'est développée après les programmes d'ajustement structurels au milieu des années 1990. En Afrique de l'Ouest, où ça s'est développée en fin des années 2000, les sociétés de gestion gèrent un peu moins de 1000 milliards dans la zone UMOEA pour le compte de tiers. En Afrique centrale où nous avons une culture de l'épargne poussée, on pense aujourd'hui que c'est la suite logique des besoins à la fois des Etats et des épargnants. Nous constatons que d'autres entités emboîtent le pas et des sociétés ou des banques se préparent à entrer dans l'activité. Tout cette émulation nous encourage dans notre vision. D'ailleurs on encourage d'autres acteurs à le faire, parce qu'on ne peut pas tout faire seul, la zone Cemac étant vaste. Plus on sera nombreux à pratiquer cette activité, plus ça profitera à nos économies et à nos épargnants, évidemment, en respectant la rigueur, l'éthique qui est fondamentale et en respectant les règles de gestion et de reporting. Autant on collecte l'argent des épargnants, autant on doit leur faire systématiquement le reporting de ce qu'on fait de leur épargne toutes les se-

maines. C'est d'ailleurs une exigence des régulateurs

Quelle est la différence entre votre activité et le trading ?

Nous, en tant que gestionnaires d'actifs, on fait du conseil financier, de l'allocation et de la gestion pour compte de tiers. C'est-à-dire qu'on a une expérience en tant que professionnels pour comprendre les développements macroéconomiques des pays et pour analyser les tendances et allouer en conséquence des ressources de nos clients. Par contre, le trading c'est des activités de commissionnement, où ceux qui y interviennent ont pour but de vous vendre quelque chose. Et non de vous conseiller sur les meilleurs placements à faire dans le cadre de la gestion qui vous convient et de la sûreté de votre patrimoine.

Ce sont deux métiers complémentaires mais l'un requiert une proximité et un lien plus étroit avec les objectifs du client.

On va sortir de cet entretien par la présentation de Harvest Asset Management. Qu'est-ce que c'est et quels sont ses objectifs ?

C'est une société de gestion de portefeuille qui a été agréée en décembre 2017 par la Cosumaf. Et qui est née de la volonté de jeunes Camerounais ayant une forte expérience dans le domaine de la gestion d'actifs, d'accompagner les épargnants, de donner un nouvel horizon aux placements des épargnants, de diversifier leur offre de placement avec des produits complémentaires du bon de caisse et DAT. L'objectif d'Harvest Asset Management est aussi contribué à l'inclusion financière pour ceux qui ne croyaient pas à la capacité des institutions financières de leur apporter des financements sans promettre des rendements affolants (ou de la volatilité). Nous sommes une jeune société qui est aujourd'hui présente sur toute la zone Cemac, avec un capital de 200 millions de FCFA, et qui aujourd'hui a pour ambition de jouer ce rôle-là dans ce marché qui est en train de se mettre en place.

Avez-vous des filiales dans les autres pays de la Cemac ?

Aujourd'hui, nous travaillons en partenariat avec les banques qui s'occupent de jouer le rôle de dépositaire

pour nos activités. Nous n'avons pas vocation à être collecteur de cash, mais nous sommes des dynamiseurs de l'épargne déposé au sein des banques partenaires. Donc, l'épargne reste dans le compte bancaire des différentes banques opérant dans les six pays de la Cemac. Mais on a juste un mandat qui nous est donné par les différents clients pour que nous puissions rendre cette épargne dynamique. Via les banques, on est présent dans toute la sous-région, grâce au partenariat qui nous lie. Nous sommes opérationnels depuis mai 2018 et on a des épargnants qui nous ont déjà marqué leur confiance pour environ 3,5 milliards de FCFA. La société emploie 7 personnes.

En termes de perspectives...

L'objectif est moins la taille des actifs que la satisfaction des clients. L'objectif pour nous c'est de faire comprendre aux épargnants qu'il y a des alternatives par rapport aux placements historiques, et des alternatives que leur donne un rôle citoyen, qui sont plus sécurisées que l'argent à la maison et plus liquide que l'immobilier pour lequel la rentabilité n'est pas certaine.

Notre arrivée sur le marché en fin d'année 2017 était une première en zone Cemac en tant que société de gestion indépendante dans ce domaine très spécialisé. Notre arrivée a été encouragée particulièrement par des compagnies d'assurance présentes en Afrique de l'Ouest et voulant profiter des mêmes services en Afrique centrale. Aujourd'hui, on a déjà des clients qui nous font confiance dans ce cadre.

